

**INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Discussion Paper 14

**ELEMENTS POUR L'APPROCHE
DES INDICATEURS SOCIAUX
EN COTE D'IVOIRE**

par
José Trouvé

Les Discussion Papers de l'UNRISD sont des documents préliminaires distribués en quantité limitée, destinés à stimuler discussion et commentaires.

Juillet 1990

L'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social est une organisation autonome qui mène des recherches sur les problèmes clés du développement social contemporain. Ses thèmes de recherche comprennent: **Crise, Ajustement et Changement Social; Environnement, Développement Soutenu et Changement; Conflits Ethniques et Développement; Politique Alimentaire et Réforme des Marchés; Violence Politique et Mouvements Sociaux; Réfugiés, Rapatriés et Société Locale; Conséquences Socio-économiques et Politiques du Commerce International de Drogues Illicites; et Participation Sociale et Impact Social des Changements des Relations de Propriété dans la Production.** La recherche continue également afin d'améliorer les indicateurs sociaux et du développement et les méthodes peu onéreuses de récolte des données statistiques sociales.

Une liste complète des publications est disponible sur demande au Centre de Référence de l'UNRISD.

**Institut de Recherche des Nations Unies
pour le Développement Social**

**Palais des Nations
1211 Genève 10
Suisse**

Tel. (022) 798.84.00/798.98.50

Fax (022) 740.07.91

Telex 41 29 62 UNO CH

ISSN 1012-6511

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNRISD aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La responsabilité des opinions exprimées dans les articles, études et autres contributions signées, est celle de leurs auteurs, et leur publication ne reflète donc pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.

Des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social des Nations Unies en 1986 et 1987 ont demandé la mise au point d'indicateurs et de méthodes améliorés concernant les conditions de vie et d'emploi. En référence à cette requête, l'UNRISD a fait réaliser à titre principal un certain nombre d'études de cas (Inde, Kenya et Maroc) pour explorer les possibilités et les problèmes en cette matière dans des contextes nationaux représentatifs. Un examen moins approfondi et sur documents du cas de la Côte d'Ivoire a permis d'apporter quelques compléments à l'analyse du problème d'ensemble.

C'est le résultat de ce dernier travail qui est publié ici à titre de document de travail et de discussion. La Côte d'Ivoire, pays francophone de taille moyenne au sein de l'Afrique occidentale, présente en effet l'intérêt d'avoir entrepris régulièrement depuis plus de vingt ans des travaux très soignés en matière d'information sur le développement économique et social en relation avec son effort de planification; en outre, plus récemment, engagé dans un difficile processus d'ajustement structurel, ce pays a, en vue d'en mieux maîtriser les effets sociaux, expérimenté et poursuivi régulièrement durant quatre années déjà, la mise en oeuvre d'un système d'enquête permanente dans les ménages, en collaboration avec la Banque mondiale (en tant qu'opération pilote des programmes "Dimensions sociales de l'ajustement" et "*Living Standards Measurement Survey*").

Dans ce contexte, on disposait, sur les plans pratiques et méthodologiques, de données publiées variées et précises; il était aussi envisageable d'entreprendre une analyse des possibilités offertes par la conjonction des données recueillies par les canaux habituels (recensements, statistiques sectorielles, etc.) avec les informations fournies par les enquêtes permanentes dans les ménages; en outre, l'opportunité se présentait clairement d'identifier les aspects du développement social encore insuffisamment abordables avec cet ensemble de données. Enfin, l'occasion apparaissait d'aborder la réflexion sur les indicateurs sociaux sous un angle différent, celui de l'utilisateur, notamment du planificateur, et plus largement, des décideurs politiques.

Afin de fournir matière à des réflexions utiles tant pour le pays lui-même que pour le problème d'ensemble des indicateurs sociaux, le présent document, après un rapide examen des informations disponibles, tente de présenter les indicateurs du développement social qui paraîtraient les plus utiles, compte tenu des caractéristiques du pays, et de fournir des éléments de réflexion sur les possibilités de les calculer comme sur les obstacles à surmonter et les limites de validité à prendre en compte. Sur cette base, quelques pistes sont ouvertes en vue d'une amélioration significative des indicateurs sociaux.

Il ressort de cette première approche plusieurs points qui justifient de poursuivre collectivement les analyses et la mise au point de propositions ; il apparaît, en particulier, que si les enquêtes permanentes dans les ménages apportent des éléments précieux pour le suivi de l'évolution de nombreux indicateurs, leur contribution ne prend toute sa valeur que si, d'une part, les informations produites peuvent être confrontées aux éléments fournis par des enquêtes périodiques auprès d'échantillons plus importants, et si, d'autre part, le processus d'enquête permanente est réellement poursuivi selon des méthodes légères et peu coûteuses. Dans cette optique, il ressort également combien il est vital que les producteurs et les utilisateurs d'informations définissent en commun des priorités et l'organisation du travail d'élaboration, de suivi et de publication des indicateurs. Une telle amélioration sera amplement facilitée si l'option est clairement prise en faveur d'indicateurs simples, conçus comme des signaux avertisseurs des évolutions et des problèmes, signaux aptes à provoquer s'il y a lieu les analyses spécifiques plus fines et plus appropriées afin de préparer les politiques, stratégies et mesures de réponse aux besoins sociaux.

Enfin, il apparaît nettement que certains groupes sociaux, certains aspects des conditions de vie et du développement social, malgré leur importance dans la réalité de pays comme la Côte d'Ivoire, ne peuvent encore être approchés par des indicateurs, faute d'informations adéquates. C'est en particulier le cas pour des actifs comme les aides-familiaux et les apprentis; pour le secteur dit non structuré en milieu urbain, pour les formations non scolaires. Certaines adaptations sont tout autant indispensables pour mieux adapter la surveillance aux réalités actuelles du pays; cela conduirait par exemple à privilégier l'observation de la multi-activité par rapport à la mesure du chômage *stricto sensu*, à concentrer le suivi en matière d'habitat sur les zones d'habitat spontané urbain, à donner toute leur importance aux dépenses de santé au moment où celles-ci sont de plus en plus directement à la charge directe des particuliers. Tous ces points prennent à l'évidence place parmi les objectifs prioritaires pour les futures recherches auxquelles l'UNRISD continuera d'apporter sa contribution.

Juillet 1990

Dharam Ghai
Director

Table des matières

	Page
Introduction	1
Les informations disponibles	2
1. Les informations d'ordre démographique	2
2. Les enquêtes générales dans les ménages	3
3. Les informations rassemblées et traitées dans un cadre sectoriel	6
Les principaux indicateurs du développement social: possibilités et limites	8
1. En matière de population	8
2. L'approche de l'activité	12
3. Les indicateurs concernant l'éducation	15
4. Les indicateurs concernant la santé	18
5. Les indicateurs concernant l'habitat	20
6. L'accès aux infrastructures économiques	23
7. Les statuts dans l'emploi	24
8. Les niveaux de revenus	25
9. L'approche des dépenses	30
Problèmes et perspectives des informations disponibles	33
1. Remarques générales	33
2. Les insuffisances de données concernant certains indicateurs sociaux fondamentaux	35
3. Les circuits des informations existantes et les problèmes de communication	36
Perspectives pour l'avenir	37
1. Définir en commun des priorités	38
2. Améliorer les conditions d'élaboration, de suivi et de publication	38
3. Entreprendre les recherches pour disposer des informations en vue de l'élaboration d'indicateurs sociaux nouveaux	39
Conclusion	41
Note annexe: A propos des nomenclatures	43
Bibliographie	45

La Côte d'Ivoire a, depuis de nombreuses années, effectué un effort important pour saisir les réalités du pays, pouvoir en suivre les évolutions rapides et ainsi toujours mieux fonder les mesures de politique sociale et économique.

Une longue ère de prospérité a permis au gouvernement de mettre en place un appareil statistique relativement important et stable; celui-ci a facilité la poursuite de nombreuses analyses et études plus fines sur différents aspects du développement, notamment dans le domaine social (qu'il s'agisse des aspects démographiques, éducatifs, sanitaires ou du logement, des revenus et des salaires).

La crise économique mondiale a malencontreusement entraîné des conséquences graves pour les économies des pays du continent africain, y compris pour les pays, comme la Côte d'Ivoire, engagés dans un processus rapide de croissance économique et de mutations sociales. Tous les secteurs de l'économie, toutes les catégories sociales sont touchés mais dans des mesures différentes; les perspectives des uns comme des autres pour surmonter les difficultés actuelles sont fortement brouillées.

Il est ainsi particulièrement important d'examiner systématiquement les informations disponibles pour tenter:

- a) de dégager celles, parmi les plus importantes, qui sont susceptibles d'indiquer clairement les problèmes à résoudre, les potentialités à exploiter en matière de développement social;
- b) d'identifier les efforts supplémentaires à faire pour permettre une utilisation efficace de ces informations les plus significatives;
- c) d'examiner comment ces informations-clés et les indicateurs qui en découlent, pourraient être suivis de façon fiable, régulière et au moindre coût, le plus possible à l'abri des aléas budgétaires.

La présente note tente d'apporter une contribution en ce sens. A cet effet, elle aborde successivement les points suivants :

- a) les informations actuellement disponibles pour l'approche des indicateurs sociaux;
- b) l'examen des indicateurs utiles, des possibilités de les élaborer à partir des informations existantes et des limites rencontrées pour certains des indicateurs;
- c) à partir des éléments précédents, une appréciation synthétique des problèmes à résoudre en vue de la mise en oeuvre d'un véritable programme d'indicateurs sociaux;
- d) enfin quelques suggestions pour l'organisation de la réflexion et des travaux de mise au point dans la perspective d'un tel programme.

Les informations disponibles

1. LES INFORMATIONS D'ORDRE DEMOGRAPHIQUE

La Côte d'Ivoire dispose d'informations relativement riches en la matière :

A. Les Recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH)

Dans un passé relativement récent, un recensement général avait déjà eu lieu en 1975. Un nouveau recensement a été mené à bien en 1988 dont les résultats, tout au moins provisoires, sont rapidement publiés. Il a été mené dans des conditions acceptables, avec l'assistance du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population); les méthodologies utilisées sont bien cernées et les résultats obtenus sont d'une fiabilité normale pour ce genre d'opération. Les démarches utilisées lors des deux derniers recensements sont de même nature et les résultats sont ainsi comparables pour la plupart. Ce nouveau recensement fournit une photographie de la situation pour 19 caractères démographiques de base, à partir de questions formulées de façon classique (proche des formulations adoptées dans de nombreux pays du continent).

Ces données sont :

- a) **les données de base:** le nombre d'habitants, les âges et les sexes;
- b) **les données de localisation et d'origine ethnologique:** la situation de résidence, le lieu de résidence en 1987, le lieu de naissance, la nationalité ou l'ethnie, et enfin la religion;
- c) **les données sur le statut familial:** le lien de parenté et la situation matrimoniale;
- d) **les données sur l'instruction et l'activité:** le niveau d'instruction, le type d'activité, l'occupation, la branche d'activité et la situation dans l'activité;
- e) **les données sur la fécondité:** nombre d'enfants nés vivants, encore vivants, les naissances vivantes durant les 12 derniers mois et, enfin, la survie de la mère.

Ces informations ont été recueillies au niveau le plus fin. Elles peuvent donc être agrégées à différents niveaux intermédiaires en fonction des besoins. Par ailleurs, ces données sont susceptibles de nombreux croisements.

En théorie, tout au moins, ces données, qui ont été mises sur ordinateur, pourraient subir aisément de nouveaux traitements en vue d'en dégager des indications nouvelles pour les décideurs du développement. Toutefois il ne faut pas sous-estimer les difficultés pratiques tenant, par exemple, aux différences d'équipement informatique entre les institutions et, surtout, à la surcharge d'utilisation de certains équipements, qui freine les possibilités effectives d'obtenir de l'organisme chargé des statistiques de nouveaux traitements sur demande.

Ces données démographiques du recensement général de la population fournissent une base importante pour l'élaboration d'indicateurs, mais elles posent également des problèmes délicats. En effet, chaque recensement général n'a lieu que tous les 10 ans. Les indications qu'il fournit vieillissent progressivement et rendent ainsi de moins en moins précisément compte de la réalité effective. Ceci est sans conséquences pour des mouvements à évolution très lente, mais ne peut permettre de saisir les inflexions de tendance (par exemple, en matière de natalité, de nuptialité, de migrations, d'activité). La limite qui en découle ne peut pas, dans le cas de la Côte d'Ivoire, être contournée dans la mesure où l'on ne dispose pas de données de même nature, recueillies par sondage entre deux recensements, et qui soient obtenues avec des méthodes assurant la comparabilité des résultats. Les divers recensements administratifs ou les autres dénombrements réalisés périodiquement n'ont pas fait l'objet d'analyses comparatives suffisamment fines pour déterminer les conditions de comparabilité et les coefficients de corrections à appliquer.

B. Les travaux de projections démographiques

La Direction nationale de la statistique de la Côte d'Ivoire a procédé régulièrement à des travaux approfondis pour établir et mettre à jour les projections de population pour les décennies futures. Ces travaux sont disponibles et permettent d'établir éventuellement des indicateurs prospectifs quant aux besoins ou aux problèmes potentiels dans l'avenir.

C. Les sources diverses

Les enquêtes menées dans le pays, pour l'ensemble du territoire ou pour certaines zones, apportent quelquefois des indications démographiques complémentaires à partir de l'identification des ménages qui est effectuée au début des interviews ou des questionnaires. Toutefois, ces indications obtenues en fonction des besoins stricts des enquêtes n'ont pas donné lieu à une analyse quant à leurs possibilités d'utilisation à des fins plus générales.

2. LES ENQUETES GENERALES DANS LES MENAGES: ENQUETES NIVEAUX DE VIE ET BUDGET- CONSOMMATION

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21724

